

passé a beaucoup contribué à mettre le commerce sur ses gardes et l'a décidé à exercer dans les élections une pression dont on a vu le résultat. La présente loi n'est continuée que jusqu'au 1 Mars 1874; mais je n'ai pas le moindre doute qu'il y aura peu de difficultés à la rendre perpétuelle quand le moment sera venu.

La législation privée a été très active. Nous avons vu l'incorporation de la Chambre de Commerce de la Puissance et de plusieurs chambres locales; celle de cinq à six banques, presque toutes dans la province de Québec, et deux dans les villes de Trois-Rivières et de St. Hyacinthe; de plusieurs compagnies d'assurance; de la compagnie d'importation des Métaux, de la compagnie des steamers des Indes occidentales et de plusieurs entreprises industrielles et de chemins de fer.

C'est une preuve que l'énergie vitale du pays se développe et que l'on voit mieux de jour en jour le parti que l'on peut tirer de ses immenses ressources. Ce n'est pourtant encore que l'ombre de l'activité que nous devrions pouvoir contempler de toutes parts. N'importe, le commencement est bon, et il faut espérer que le mouvement ne se ralentira pas.

Parmi les mesures adoptées, mais qui ne sont point comprises dans un bill, il ne faut pas oublier la résolution par laquelle la Chambre des Communes s'engage à n'imposer pendant dix années aucun droit d'accise sur le sucre de betterave fabriqué en Canada. C'est un grand pas de fait dans la bonne direction. L'on a hâte ici de voir M. Bonnement se mettre à l'œuvre et l'on ne doute nullement que dans les conditions présentes, il ne réussisse sans beaucoup de difficultés à trouver les capitaux nécessaires pour doter le pays de cette industrie importante, qui a fait la fortune de la France.

Le Parlement est ajourné au 13 août 1873 pour recevoir le rapport du comité chargé de s'enquérir des accusations portées contre le gouvernement à propos de l'octroi du contrat pour la construction du chemin de fer du Pacifique.

Voici le texte des bills sanctionnés par Son Excellence le gouverneur-général. Ne s'y trouvent point compris une quinzaine de mesures auxquelles la sanction royale a été donnée dans une autre circonstance.

Acte pour amender l'acte relatif au fonds de retraite du service civil.

Acte pour amender l'acte de 1863 de la compagnie du chemin de fer Erié et Niagara.

Acte pour incorporer la compagnie dite "The Citizen Printing and Publishing Company Limited."

Acte pour amender l'acte relatif aux patentes de 1872.

Acte pour incorporer la compagnie des ponts du Canada et de la rivière Détroit.

Acte pour amender l'acte relatif aux banques et affaires de banque.

Acte pour incorporer la banque de St. Hyacinthe.

Acte pour incorporer la banque Victoria du Canada.

Acte pour incorporer la banque Stadacona.

Acte pour incorporer la banque Impériale.

Acte pour incorporer la Chambre de Commerce de la Puissance.

Acte relatif à la Maison de la Trinité et des commissaires du havre de Montréal.

Acte pour accorder une plus grande protection sur les cours d'eau et rivières navigables.

Acte pour incorporer la compagnie limitée des patentes pour acier.

Acte pour incorporer la Chambre de Commerce du comté de King.

Acte pour étendre les pouvoirs de la compagnie de télégraphie de Montréal et pour d'autres fins.

Acte pour amender les actes d'incorporation de la compagnie des ponts suspendus de Queenstown.

Acte pour amender l'acte relatif à la construction du chemin de fer Intercolonial.

Acte pour amender les actes incorporant la compagnie de prêt et d'agence de Londres et du Canada, responsabilité limitée.

Acte pour incorporer la banque Centrale du Canada.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie de ponts de chemin de fer et de tunnel de la rivière Ste. Claire.

Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie de ponts de chemin de fer de la rivière Détroit et pour changer le nom de cette compagnie en celui de la compagnie de ponts de chemins de fer et de tunnel de la rivière Détroit.

Acte pour incorporer la compagnie d'assurance contre le feu et sur la marine de la Puissance.

Acte pour amender l'acte concernant les compagnies à fonds conjoint.

Acte pour la construction des travaux devant donner plus de facilité aux communications par rivières et cours d'eau.

Acte pour incorporer la "Great Western and Lake Ontario Shore Junction Railway Company."

Acte relatif au port de Pictou, Nouvelle-Ecosse.

Acte relatif au canal Desjardins.

Acte pour changer le nom de la société appelée "Freehold permanent Building Society de Toronto" en celui de "Freehold Loan and Savings Company" et pour étendre les pouvoirs d'icelle.

Acte pour changer le nom de la Banque Supérieure du Canada en celui de la Banque Fédérale du Canada.

Acte concernant le service de la maille océanique.

Acte pour incorporer la Coldbrook Rolling Mills Company de la Puissance du Canada.

Acte pour incorporer la Compagnie Canadienne d'Assurance Royale.

Acte pour incorporer la Compagnie d'entrepôts maritimes et de bassins.

Acte pour incorporer le "Warrior Mower Company" du Canada.

Acte demandant de nouvelles stipulations relativement à l'amélioration du fleuve St. Laurent, entre Montréal et Québec.

Acte relatif aux naufrages et sauvetages.

Acte demandant de nouvelles stipulations relativement aux droits de douanes dans Manitoba et le territoire du Nord-Ouest.

Acte relatif à la prison Centrale dans la province d'Ontario.

Acte permettant à la compagnie du chemin de fer "Great Western" d'augmenter et d'améliorer ses communications.

Acte pour incorporer la compagnie des chars et manufacturière du Canada.

Acte pour incorporer la compagnie de papier du Canada.

Acte relatif au chemin de fer St François et Mégantic.

Acte pour amender les actes concernant l'inspection des bateaux à vapeur.

Acte pour donner de nouvelles dispositions à l'acte passé dans la 33e année du règne de Sa Majesté, intitulé "Acte pour amender l'acte des Pénitenciers de 1868."

Acte concernant les étrangers et la naturalisation dans les provinces de la Colombie Anglaise et Manitoba.

Acte pour amender l'acte ayant rapport aux offenses contre la personne.

Acte pour enlever les doutes au sujet de la rédaction de la section 31, de l'acte 33, Victoria, chapitre 3, et pour amender la section 108 de l'acte concernant les terres de la Puissance.

Acte concernant les poids et mesures.

Acte pour incorporer la compagnie "Express" de la Puissance.

Acte pour incorporer la compagnie du câble transatlantique du Canada.

Acte pour incorporer la "Glasgow Canadian Land and Trust Company, limited."

Acte pour amender l'acte relatif à certaines banques d'Épargne dans les provinces d'Ontario et de Québec.

Acte pour accorder certains pouvoirs à la Compagnie du chemin de fer Montréal, Chambly et Sorel.

Acte permettant à la compagnie du chemin de fer Buffalo et Lac Huron de faire des arrangements en sujet de ses obligations.

Acte pour incorporer la compagnie de marbre Marezzo du Canada.

Acte pour amender l'acte 32 et 33 Victoria, chapitre 70.

Acte pour fusionner la compagnie d'assurance Beaver et la compagnie d'assurance mutuelle de Toronto.

Acte pour amender les actes généraux concernant les chemins de fer.

Acte permettant à James K Ward et autres de placer des estacades dans le chenal entre l'île St Ignace et l'île du Pads dans la paroisse de l'île du Pads, district de Richelieu.

Acte pour incorporer la compagnie d'assurance du Canada.

Acte pour amender l'acte incorporant la Société de Placements de Montréal.

Acte pour amender l'acte relatif à la milice et à la défense de la Puissance du Canada.

Acte pour incorporer une compagnie sous le nom de Le Crédit Foncier du Bas-Canada.

Acte pour incorporer la Compagnie de Bassins et d'Entrepôt de la Puissance.

Acte pour incorporer la Compagnie d'importation de métaux du Canada.

Acte pour incorporer les compagnies des vapeurs de la maille royale entre le Canada et les Indes Occidentales.

Acte pour incorporer la compagnie d'assurance mutuelle sur la marine du Canada.

Acte pour amender le chapitre 58ème des statuts refondus de l'ancienne province du Canada.

Acte concernant l'intérêt et l'usure dans la province de la Nouvelle-Ecosse.

Acte pour autoriser des octrois de terre gratuits à certains colons primitifs et à leurs descendants dans le territoire faisant maintenant partie de la province de Manitoba.

Acte pour incorporer la banque de Pictou.

Acte pour incorporer la chambre de commerce d'Oshawa.

Acte pour incorporer la compagnie des travaux hydrauliques de Lachine et pour accorder certains pouvoirs à icelle.

Acte pour abolir la loi de la Colombie Anglaise, intitulée ordonnance relative aux droits des navires et du tonnage, etc.

Acte concernant l'admission de l'île du Prince-Edouard comme province de la Puissance.

Acte pour incorporer l'agence de placement et de garantie du Canada.

Acte pour incorporer la Compagnie du Labrador.

Acte pour accorder de nouveaux pouvoirs à